Compte rendu de séance

Séance du 3 Décembre 2018

L' an 2018 et le 3 Décembre à 19 heures , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances , sous la présidence de
MINIOT Jacques Maire

Présents : Mr MINIOT Jacques, Maire, Mmes : BAUDUIN Jacqueline, LABOISSE Jeanne-Marie, LEMOINE Béatrice, OLIVIER Sandrine, PAVY Madeleine, SLOMINSKI Michaëlle, TONNOIR Laëtitia, WOZNY Isabelle, MM : BILLET Jean-Michel, BRASSEUR Francis, DAUTREMEPUIS Henri, DEGRUGILLIERS Yves, DELHOMEZ Jacques, DUQUESNOY David, MAGNIEN Julien, PRUVOST Marcel

Absente Excusée : Mme BOITEL Christelle

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 18
- Présents : 17

Date de la convocation : 27/11/2018

Date d'affichage : 27/11/2018

A été nommée secrétaire : Mme TONNOIR Laëtitia

Décisions prises en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales pour la période depuis la dernière réunion du conseil municipal

- Achat de panneaux de signalisation montant du devis 2 315.64€ TTC

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

Modification budgétaire - 2018_58D

Modification budgétaire - 2018_59D

Demande de subvention à la FFF pare ballons football 2018-60D

Création d'un poste d'ATSEM- 2018-61D

Création d'un emploi pour la Ludothèque – 2018-62D

RGPD - convention avec le CDG 62-2018-63D

Tarifs communaux 2019 2018-64D

Plan Mercredi –CLSH du mercredi matin -2018-65D

Bien 5 rue de Ruitz –travaux de démolition et vente du bien-2018-66D

Avis du Conseil Municipal sur la vente par SIA habitat de 15 logements (10 logements Résidence de la Colline et 5 logements rue de Nancy)- 2018_67D

Modification budgétaire

réf : 2018_58D

L'acquisition du bien situé au 5 rue de Ruitz au profit de la commune pour 1€ est acté. (parcelles cadastrées AC21 ET AC 511 d'une superficie de 468m² et 130m²).La valeur comptable du bien est estimé à 2500€. Il est proposé d'effectuer les écritures comptables pour insérer ce bien dans l'inventaire communal par l'ouverture de crédits au chapitre 041.(opération d'ordre au sein de la section) en dépenses et recettes pour un montant de 2500€

Chapitre 041

-DEPENSES

Article 2111 : 2500€

RECETTES

Article 1328 : 2500€

Vote à l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Modification budgétaire

2018_59D

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les crédits ouverts au chapitre 65 du budget communal sont insuffisants et propose la décision modificative suivante

Section de fonctionnement

CHAPITRE 65

Article 65548 : + 3 000€

CHAPITRE 022-

Article 022 - 3 000€

Après délibération, le Conseil Municipal :

-Adopte la décision modificative au budget primitif 2018 comme énoncée ci-dessus.

Fédération Française de Football : Demande de subvention pour la mise en place de pare-ballons au terrain de football de Maisnil-les-Ruitz- 2018_60D

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que le projet de mise en place de pare-ballons au terrain de football dont le coût prévisionnel s'élève à 17 750€ HT soit 21 300€ TTC est susceptible de bénéficier d'une subvention auprès de la Fédération Française de football au titre du fonds d'aide au Football amateur .

La demande envisagée est de 28% de subvention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Arrête le projet de pare-ballons au terrain de de football de la commune
- Sollicite pour ces travaux un financement dans le cadre du fonds d'aide au Football amateur à hauteur du taux proposé,
- Donne pouvoir à Monsieur le Maire pour faire le nécessaire en la circonstance et signer toutes pièces administratives.

Création d'un emploi permanent d'ATSEM (agent territorial spécialisé des écoles maternelles) à temps non complet- 61D

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 ;

Vu le budget de la collectivité territoriale ;

Vu le tableau des effectifs de la collectivité territoriale ;

Considérant que la création d'un poste permanent d'ATSEM à temps non complet relevant du grade d'ATSEM principal de 2^{ème} classe à raison d'une durée de service de 24 heures par semaine est nécessaire pour face aux besoins de service ;

Le Conseil Municipal après délibération et à l'unanimité :

Article 1^{er} : A compter du 01/02/2019, un poste permanent d'ATSEM (agent territorial spécialisé des écoles maternelles) agent relevant du grade d'ATSEM principal de 2^{ème} classe est créé à raison d'une durée de service de 24 heures par

semaine.

Article 2 :L'autorité territoriale est chargée de procéder au recrutement d'un agent sur le poste et de prendre les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ce poste pourra également être pourvu par un agent non titulaire pour faire face temporairement et pour une durée maximale de un an à la vacance de cet emploi s'il ne peut être immédiatement pourvu par un fonctionnaire en application de l'article 3 alinéa 1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984

- d'autoriser Monsieur le Maire à procéder éventuellement au recrutement d'un agent contractuel pour assurer le remplacement temporaire sur cet emploi permanent du fonctionnaire indisponible en raison d'un congé annuel, d'un congé maladie, de grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale en application de l'article 3-1 de la loi n°84-53 du 26/01/1984.

- de préciser que ledit emploi créé bénéficiera de l'échelle indiciaire et de la durée de carrière prévue par le statut particulier de son grade.

- de modifier en conséquence de cette création le tableau des effectifs de la Commune de Maisnil-les-Ruitz

Article 3 : L'autorité territoriale est chargée de procéder à la déclaration de création de poste auprès du Centre de Gestion du Pas-de-Calais.

Article 4 : Les crédits nécessaires sont prévus au budget de la collectivité territoriale..

Vote à l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Création d'un emploi de vacataire (adjoint d'animation) à la Ludothèque-2018_62D

Le Conseil Municipal de la commune de Maisnil-les-Ruitz,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

Considérant qu'en cas de besoin du service public, il convient d'avoir recours ponctuellement à une personne supplémentaire pour l'animation de la Ludothèque.

Considérant qu'il s'agit d'un travail spécifique et ponctuel à caractère discontinu, qu'il est difficile de quantifier à l'avance et qui sera rémunéré après service fait

DECIDE

De créer un emploi de vacataire d'adjoint d'animation au sein de la commune de Maisnil-les-Ruitz pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019 et de charger Monsieur le Maire du recrutement et le mandat pour toute signature dont il s'agit.

De spécifier que la personne recrutée ne travaillera qu'en cas de besoin et sur demande expresse de Monsieur le Maire

De préciser que la rémunération à la vacation qui interviendra, après service fait, s'élèvera à 10.26€ par heure

Vote à l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

RGPD-2018_63D

Le Maire rappelle que le Règlement Général Européen sur la Protection des Données (RGPD) a été adopté le 14 avril 2016.

Il est le socle de la réglementation applicable en matière de données personnelles. Son application en droit français a été adoptée par les députés le 13 février 2018.L'ensemble des administrations et entreprises utilisant des données personnelles sont tenues de s'y conformer à compter du 25 mai 2018.Ce texte intègre une nouvelle approche : « l'accountability », c'est-à-dire la responsabilisation des acteurs. Il appartiendra aux collectivités de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer une protection optimale des données personnelles qu'elles utilisent.

Il en découle l'obligation :

de nommer un délégué à la protection des données, le DPD (mutualisable),

- d'établir une cartographie de tous les traitements, flux et circuits de données personnelles,
- de mettre en place un plan d'actions pour mettre en conformité les traitements qui ne le sont pas,
- de tenir à jour un registre des traitements (détaillé).

En outre, le RGPD impose que dès la création d'un traitement ou service, la protection des données personnelles soit prise en compte (concept de « privacy by design »).

Cela induit de minimiser autant que possible la collecte de données personnelles nécessaires à la finalité du service, de déterminer leur durée de conservation, de préparer les mentions d'information et le recueil du consentement des intéressés.

En cas de traitements susceptibles d'engendrer des risques élevés pour les droits et libertés des personnes, il y aura lieu de réaliser des analyses d'impact sur la protection des données (PIA).

En outre, en cas de fuite de données, la collectivité devra, sauf adaptation prévue par la loi française, notifier auprès de la CNIL la violation de son système dans un délai de 72 heures, et en informer corrélativement les personnes dont les données figuraient dans les traitements.

La CNIL effectuera un contrôle à postériori. Cela induit que les collectivités devront être en mesure de prouver à tout moment :

que tout est mis en œuvre pour garantir la vie privée des usagers et des agents, qu'elles se trouvent en conformité avec le RGPD.

Une documentation fournie et à jour devra être disponible : registre des traitements, PIA, contrats avec les sous-traitants, procédures d'information des personnes, etc.

En cas de manquements, le texte prévoit des amendes et sanctions administratives et pénales très lourdes.

Cette mise en conformité va générer de fortes charges de travail ainsi qu'un coût conséquent, selon les devis recueillis. En outre les collectivités ne disposent pas toutes des moyens tant financiers qu'humains, nécessaires à ces travaux.

La mutualisation de cette démarche semble être un moyen pertinent d'optimiser les compétences requises et les coûts générés. Le Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale du Pas-de-Calais propose de mutualiser ses ressources ainsi que son Délégué à la Protection des Données.

Le Conseil d'Administration du CDG62 a accepté le principe de cette mutualisation par délibération du 11 juillet 2018.

Le projet de convention, est joint en annexe.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire :

à signer la convention avec le Centre de Gestion du Pas-de-Calais et tous actes afférents à ce projet,

Après en avoir débattu, Les membres du Conseil Municipal de Maisnil-les-Ruitz

AUTORISENT le Maire : à signer la convention avec le Centre de Gestion du Pas-de-Calais et tous actes afférents à ce projet.

Vote à l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Mise à Jour du tableau des effectifs du personnel communal de Maisnil-les-Ruitz-2018_64D

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34

De la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, Il convient,

Vu le budget communal de la commune de Maisnil- les- Ruitz,

CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs de la collectivité à la date du 01.02.2019

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Adopte le tableau des effectifs tel que présenté ci-après et arrêté à la date du 01.02.2019

Cadres d'emplois et grades	Nombre d'emplois et durée hebdomadaire	OBSERVATIONS
ADMINISTRATIF		
Cadre d'emplois des attachés		
-Attaché territorial	1 poste à 35h	
Cadre d'emplois des adjoints administratifs		
- Adjoint administratif	1 poste à 27h	
ANIMATION		
Cadre d'emplois des animateurs		
- animateur	1 poste à 35 heures	
Cadre d'emplois des adjoints d'animation		
- Adjoint d'animation	1 poste à 35h 1 poste à 28 h	
TECHNIQUE		
Cadre d'emplois des adjoints techniques		
- Adjoint technique	3 postes à 35h 1 poste à 27 h 1 poste à 25h 1 poste à 24h 1 poste à 22h 1 poste à 16h	
MEDICO SOCIAL		
Cadre d'emplois des ATSEM		
- ATSEM- agent spécialisé principal de 2 ^{ème} classe des écoles maternelles	1 poste à 24 heures	

TARIFS COMMUNAUX: 2018_65D

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de fixer pour 2019 l'ensemble des tarifs communaux. Ces tarifs ont été étudiés lors de la commission des finances du 19 novembre 2018. Il est alors proposé de suivre la proposition de la commission des finances de ne pas augmenter les tarifs municipaux en 2019.

MAISNIL-LES-RUITZ TARIFS COMMUNAUX AU 01/01/2019	
TARIFS LOCATION SALLE POLYVALENTE	
Habitant commune	400,00 €
Extérieurs	600,00 €
Vin d'honneur / réception en semaine	150,00 €
Nettoyage	100,00 €
TARIFS LOCATION MAISON DES ASSOCIATIONS	
Habitant commune	180,00 €
Nettoyage	50,00 €
TARIFS CONCESSIONS CIMETIERE COLUMBARIUM	
Concession de terrain de trente ans	200,00 €
Renouvellement de la concession pour 30 ans	200,00 €
Inhumation premier corps ou première urne	50,00 €
Taxe à chaque superposition de corps	50,00 €
Taxe à chaque scellement ou à chaque dépôt d'urne sur le monument funéraire	50,00 €
Concession de cases de columbarium 30 ans (capacité 4 urnes)	760,00 €
Renouvellement 30 ans columbarium	400,00 €
Dispersion des cendres + plaque	50,00 €
TARIFS CANTINE ET GARDERIE SCOLAIRE	
Cantine enfant	4,00 €
Cantine adulte	4,90 €
Garderie 1/2 journée	1,50 €
Garderie journée	3,00 €
Majoration du prix du repas cantine suite à réservation tardive	1 €
TARIFS CLSH (Centre de Loisirs sans Hébergement) MAISNILOIS	
Tarif journalier accueil des loisirs < ou =850	4,20 €
Tarif journalier accueil des loisirs (> à 850 < ou = 1500)	4,60 €
Tarif journalier accueil des loisirs >1500	5,00 €
Tarif ATL	0,80 €
TARIFS CLSH SANS CANTINE HORS MAISNIL-LES-RUITZ	
Tarif journalier accueil des loisirs < ou =850	5 €
Tarif journalier accueil des loisirs (> à 850 < ou = 1500)	5,40 €
Tarif journalier accueil des loisirs >1500	5,80 €
TARIFS CLSH AVEC CANTINE HORS MAISNIL-LES-RUITZ	
Tarif journalier accueil des loisirs < ou =850	9 €
Tarif journalier accueil des loisirs (> à 850 < ou = 1500)	9,40 €
Tarif journalier accueil des loisirs >1500	9,80 €

Vote à l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Bien 5 rue de Ruitz -2018 66D

Monsieur le Maire rappelle que par délibération 2018_ 41D la commune a fait l'acquisition du bien situé au 5 rue de Ruitz et en a autorisé la démolition.

Vu les articles L.2121-29 du Code des Collectivités Territoriales stipulant que le Conseil Municipal règle par délibération les affaires de la commune,

Considérant que le bien situé au 5 rue de Ruitz et appartenant au domaine privé communal a été acquis en 2018,

Considérant que la cession de l'immeuble susmentionné, appartenant au domaine privé communal relève d'une bonne gestion du patrimoine communal, les recettes générées par la cession permettant de financer les projets communaux en cours et à venir

Il est demandé de valider la cession du bien communal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité

DECIDE la vente des parcelles cadastrée AC N°21 d'une surface de 468m² et AC N°511 d'une surface de 130m² situées au 5 rue de ruitz

Autorise Monsieur le Maire, à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la vente de ce bien dans les conditions prévues au CGCT ;

Vote à l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Avis du Conseil Municipal sur la vente par SIA habitat de 15 logements (10 logements Résidence de la Colline et 5 logements rue de Nancy)-2018_67D

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la SIA HABITAT souhaite procéder à la cession de quinze logements locatifs sociaux situés à Maisnil-les-Ruitz, Résidence de la Colline et rue de Nancy. La Commune étant la commune d'implantation et la Collectivité ayant accordé la garantie d'emprunts contractés pour la construction, doivent être consultées.

- Le Conseil Municipal, après discussion
AUTORISE

- La vente par SIA habitat, Maisons et Cités ou tout autre organisme de logements sociaux des quinze logements locatifs à condition que ceux-ci soient vendus aux locataires occupants depuis plus d'un an.

Vote à l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Complément de compte-rendu :

Cimetière

Le Conseil Départemental a financé et a fait poser une clôture béton (plaques) de 80 m au cimetière pour limiter le bruit provoqué par la rocade. Monsieur le Maire a demandé de prolonger cette clôture sur une longueur de 20 m pour aller jusqu'au bassin de rétention.

Fourgon

Il est proposé l'acquisition d'un fourgon d'occasion.

Cities Stade

Monsieur le maire rappelle que depuis plusieurs mois et notamment en période estivale, des jeunes (environs une vingtaine (maisnilois et extérieurs)) ont élu domicile au cities stade et provoquent des nuisances sonores (musique , ballons etc) ce qui provoque une exaspération des riverains qui ne supportent plus ces nuisances à répétition.

Une dialogue s'instaure entre les membres du conseil municipal et plusieurs :

Le démontage du cities stade ?

-Sinon possibilité de la pose de barrières sur les trois côtés du cities : mais qui va fermer chaque jour ?

-La mise en place d'un système de vidéosurveillance. Un devis sera demandé.

Mme PAVY Madeleine rappelle les prochaines manifestations pour la fin de l'année.

- * 08.12.2018 Le téléthon
- * 17.12.2018 Distribution des colis aux personnes de 75 ans et plus ainsi qu'aux handicapés.
- * 18.12.2018 Spectacle et friandises pour les enfants des écoles offerts par Monsieur WAROQUET Ambroise
- * 20.12.2018 Repas de Noël des enfants de la cantine scolaire
- * 21.12.2018 Visite à l'Ehpad Les Mysosotis. Distribution de boîtes de chocolats
- * 24.12.2018 Réception du personnel communal

Séance levée à : 20:45